

18 août 2021

(21-6264)

Page: 1/16

**Organe de règlement des différends
28 juin 2021****COMPTE RENDU DE LA RÉUNION**TENUE AU CENTRE WILLIAM RAPPARD
LE 28 JUIN 2021¹*Président: S.E. M. Didier Chambovey (Suisse)*

Avant l'adoption de l'ordre du jour: i) le Président a souhaité la bienvenue à toutes les délégations participant à la réunion de l'Organe de règlement des différends (ORD) en personne et à distance. Il a dit qu'il souhaitait profiter de cette occasion pour souhaiter chaleureusement la bienvenue à la nouvelle Directrice générale adjointe, Mme Angela Ellard, chargée du règlement des différends, qui assistait à la réunion; ii) le Président a rappelé quelques instructions techniques concernant la participation virtuelle des délégations. Si un Membre n'était pas en mesure de prendre la parole pendant la réunion en raison d'un problème technique, la délégation pourrait en informer le Président ou le Secrétariat et ce point de l'ordre du jour resterait ouvert jusqu'à ce que la délégation puisse prendre la parole. Il fallait espérer que tout problème technique serait réglé rapidement. L'autre solution serait de laisser ce point temporairement ouvert; la réunion passerait au point suivant et l'ORD reviendrait sur le point laissé ouvert une fois le problème technique réglé. Si le problème technique n'était toujours pas résolu, la délégation avait la possibilité d'envoyer la déclaration au Secrétariat en lui demandant de la lire en son nom au cours de la réunion pour qu'elle puisse être consignée dans le compte rendu de la réunion; et iii) le Président a fait une brève déclaration au sujet du point 4 de l'ordre du jour proposé de la réunion de l'ORD du 28 avril concernant le différend DS574. Il a dit que, comme les Membres le savaient, cette question avait été retirée de l'ordre du jour proposé afin de laisser au Président le temps de tenir des consultations avec chaque partie intéressée sur ce point de l'ordre du jour. À la réunion en cours, il souhaitait informer les délégations qu'il poursuivait les consultations avec chaque partie intéressée sur cette question et que ces consultations étaient en cours.

Le représentant du Venezuela a dit que la délégation de son pays tenait à prendre la parole à ce stade afin de faire une déclaration. Premièrement, le Venezuela voulait souhaiter la bienvenue à l'OMC à la nouvelle Directrice générale adjointe et remercier le Président de l'ORD pour les efforts diligents qu'il avait consacrés à la recherche d'une solution au sujet de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Venezuela. Le Venezuela souhaitait également remercier les délégations qui avaient exprimé leur solidarité et reconnu son droit légitime de régler ce différend dans le cadre de l'OMC. Il regrettait que les États-Unis n'aient apporté aucun élément de réponse aux préoccupations qu'il avait formulées, ce qui semblait se traduire par le maintien d'une position de veto sur sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Les États-Unis n'avaient proposé aucune option permettant de progresser au moyen des mécanismes de coopération nécessaires pour confronter les divergences, de manière civilisée et conformément à la loi. Les mesures illégales que les États-Unis appliquaient au Venezuela, outre qu'elles étaient contraires aux règles commerciales multilatérales, continuaient d'avoir un effet dévastateur sur la population du Venezuela. C'était exactement ce que le Venezuela souhaitait régler, et encore plus pendant cette période de pandémie. L'intention du Venezuela était, et serait toujours, de trouver des solutions par des voies multilatérales, ce qui lui permettrait de préserver ses droits, mais, dans le même temps, garantirait le bon fonctionnement de l'ORD. Le Venezuela souhaitait réaffirmer que ses canaux de communication étaient toujours ouverts pour un dialogue respectueux, fondé sur la tolérance et la recherche de solutions, d'une manière conforme au droit international et au multilatéralisme pacifique, même avec ses détracteurs les plus virulents, étant entendu que c'était le seul moyen

¹ La réunion s'est tenue sous une forme hybride.

constructif possible d'aplanir les divergences. Enfin, il souhaitait se réserver le droit de faire inscrire cette question à l'ordre du jour de réunions à venir de l'ORD, ou d'appliquer le principe de réciprocité au moment jugé opportun.

L'ORD a pris note des déclarations et a adopté l'ordre du jour.

Table des matières

1 SURVEILLANCE DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD	3
A. États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: rapport de situation des États-Unis.....	3
B. États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: rapport de situation des États-Unis	4
C. Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques: rapport de situation de l'Union européenne.....	4
D. États-Unis – Mesures antidumping et mesures compensatoires visant les gros lave-linge à usage domestique en provenance de Corée: rapport de situation des États-Unis	6
E. États-Unis – Certaines méthodes et leur application aux procédures antidumping visant la Chine: rapport de situation des États-Unis	6
F. Indonésie – Importation de produits horticoles, d'animaux et de produits d'origine animale: rapport de situation de l'Indonésie	7
2 ÉTATS-UNIS – LOI DE 2000 SUR LA COMPENSATION POUR CONTINUATION DU DUMPING ET MAINTIEN DE LA SUBVENTION: MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD	8
A. Déclaration de l'Union européenne	8
3 COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET CERTAINS ÉTATS MEMBRES – MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES AÉRONEFS CIVILS GROS PORTEURS: MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD.....	9
A. Déclaration des États-Unis	9
4 CHINE – MESURES CONCERNANT L'IMPORTATION DE GRAINES DE CANOLA EN PROVENANCE DU CANADA	10
A. Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada	10
5 LISTE INDICATIVE DE PERSONNES AYANT OU NON DES ATTACHES AVEC DES ADMINISTRATIONS NATIONALES APPELÉES À FAIRE PARTIE DE GROUPES SPÉCIAUX – DÉSIGNATION PROPOSÉE	12
6 DÉSIGNATION DES MEMBRES DE L'ORGANE D'APPEL: PROPOSITION PRÉSENTÉE PAR L'AFGHANISTAN; L'AFRIQUE DU SUD; L'ANGOLA; L'ARGENTINE; L'AUSTRALIE; LE BANGLADESH; LE BÉNIN; LE BOTSWANA; LE BRÉSIL; LE BURKINA FASO; LE BURUNDI; CABO VERDE; LE CAMEROUN; LE CANADA; LE CHILI; LA CHINE; LA COLOMBIE; LE CONGO; LE COSTA RICA; LA CÔTE D'IVOIRE; CUBA; DJIBOUTI; L'ÉGYPTE; EL SALVADOR; L'ÉQUATEUR; L'ESWATINI; L'ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE; LA FÉDÉRATION DE RUSSIE; LE GABON; LA GAMBIE; LE GHANA; LE GUATEMALA; LA GUINÉE; LA GUINÉE-BISSAU; LE HONDURAS; HONG KONG, CHINE; L'INDE; L'INDONÉSIE; L'ISLANDE; ISRAËL; LE KAZAKHSTAN; LE KENYA; LE LESOTHO; LE LIECHTENSTEIN; LA MACÉDOINE DU NORD; MADAGASCAR; LA MALAISIE; LE MALAWI; LES MALDIVES; LE MALI; LE MAROC; MAURICE; LA MAURITANIE; LE MEXIQUE; LE MOZAMBIQUE; LA NAMIBIE; LE NÉPAL; LE NICARAGUA; LE NIGER; LE NIGÉRIA; LA NORVÈGE; LA NOUVELLE-ZÉLANDE; L'OUGANDA; LE PAKISTAN; LE PANAMA; LE PARAGUAY; LE PÉROU; LE QATAR; LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA; LA	

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE; LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE; LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA; LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO; LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE; LE ROYAUME-UNI; LE RWANDA; LE SÉNÉGAL; LES SEYCHELLES; LA SIERRA LEONE; SINGAPOUR; LA SUISSE; LA TANZANIE; LE TCHAD; LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU; LA THAÏLANDE; LE TOGO; LA TUNISIE; LA TURQUIE; L'UKRAINE; L'UNION EUROPÉENNE; L'URUGUAY; LE VIET NAM; LA ZAMBIE; ET LE ZIMBABWE (WT/DSB/W/609/REV.19)	12
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

1 SURVEILLANCE DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD

A. États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.216)

B. États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: rapport de situation des États-Unis (WT/DS160/24/Add.191)

C. Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques: rapport de situation de l'Union européenne (WT/DS291/37/Add.154)

D. États-Unis – Mesures antidumping et mesures compensatoires visant les gros lave-linge à usage domestique en provenance de Corée: rapport de situation des États-Unis (WT/DS464/17/Add.38)

E. États-Unis – Certaines méthodes et leur application aux procédures antidumping visant la Chine: rapport de situation des États-Unis (WT/DS471/17/Add.30)

F. Indonésie – Importation de produits horticoles, d'animaux et de produits d'origine animale: rapport de situation de l'Indonésie (WT/DS477/21/Add.25 – WT/DS478/22/Add.25)

1.1. Le Président a noté qu'il y avait six sous-points au titre de ce point de l'ordre du jour concernant des rapports de situation présentés par des délégations en vertu de l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Comme les Membres le savaient, l'article 21:6 prescrivait ce qui suit: "[à] moins que l'ORD n'en décide autrement, la question de la mise en œuvre des recommandations ou décisions sera inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD après une période de six mois suivant la date à laquelle le délai raisonnable ... aura été fixé et restera inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD jusqu'à ce qu'elle soit résolue." Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Président souhaitait inviter les délégations à fournir des renseignements actualisés sur leurs efforts de mise en conformité. Il souhaitait également rappeler aux délégations que, conformément à la règle 27 du Règlement intérieur des réunions de l'ORD: "[l]es représentants devraient tout faire pour éviter la répétition d'un débat approfondi à chaque réunion sur une question dont il [avait] déjà été longuement débattu et au sujet de laquelle il appar[aisait] que les positions des Membres déjà consignées n'[avaient] pas changé."

A. États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.216)

1.2. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DS184/15/Add.216, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant les mesures antidumping appliquées par les États-Unis à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon.

1.3. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 17 juin 2021, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Les États-Unis

avaient donné suite aux recommandations et décisions de l'ORD concernant le calcul des marges de dumping dans l'enquête en matière de droits antidumping visant les produits en acier laminés à chaud en cause. S'agissant des recommandations de l'ORD auxquelles il n'avait pas encore été donné suite, l'Administration des États-Unis s'entretiendrait avec le Congrès des États-Unis au sujet des mesures législatives appropriées qui permettraient de résoudre cette question.

1.4. Le représentant du Japon a dit que son pays remerciait les États-Unis pour leur dernier rapport de situation et la déclaration qu'ils avaient faite à la réunion en cours. Le Japon exhortait de nouveau les États-Unis à mettre pleinement en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD afin de régler cette question.

1.5. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

B. États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: rapport de situation des États-Unis (WT/DS160/24/Add.191)

1.6. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DS160/24/Add.191, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant l'article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur des États-Unis.

1.7. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 17 juin 2021, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. L'Administration des États-Unis continuerait de s'entretenir avec l'Union européenne et avec le Congrès des États-Unis, afin de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante de cette question.

1.8. Le représentant de l'Union européenne a dit que cette dernière remerciait les États-Unis pour leur rapport de situation et pour la déclaration qu'ils avaient faite à la réunion en cours. L'Union européenne renvoyait à ses déclarations antérieures et réaffirmait qu'elle souhaitait résoudre cette affaire dans les meilleurs délais.

1.9. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

C. Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques: rapport de situation de l'Union européenne (WT/DS291/37/Add.154)

1.10. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DS291/37/Add.154, qui contenait le rapport de situation de l'Union européenne sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant les mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques.

1.11. Le représentant de l'Union européenne a dit que le Comité permanent s'était réuni en ligne le 19 avril 2021. La Commission a soumis une autorisation et une autorisation de renouvellement.² Le Comité permanent n'était pas parvenu à un avis. La Commission a soumis les deux décisions d'autorisation à la réunion en ligne du Comité d'appel le 9 juin, avec pour résultat "aucun avis". Il appartenait par la suite à la Commission de se prononcer sur ces autorisations. Une réunion du Comité permanent s'est tenue en ligne le 17 mai 2021. La Commission a soumis trois autorisations et une autorisation de renouvellement.³ En raison de la situation actuelle en matière de santé publique, le vote s'est tenu selon une procédure écrite et aucun avis n'a été obtenu le 1^{er} juin 2021. Les quatre projets de décision seraient soumis au Comité d'appel le 6 juillet, date à laquelle un vote se tiendrait selon une procédure écrite. En outre, une réunion du Comité permanent s'est tenue en ligne le 8 juin 2021, lors de laquelle la Commission a soumis une autorisation et une autorisation de

² Réunion du 19 avril 2021: autorisation du colza Ms8xRf3xGT73 et de ses sous-combinaisons pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (à l'exception des protéines de graines isolées pour l'alimentation humaine) et autorisation de renouvellement du colza GT73 pour l'alimentation animale.

³ Réunion du 17 mai 2021: autorisation pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux du soja DAS-81419-2, du soja DAS-81419-2 × DAS-44406-6, du maïs 1507 × MIR162 × MON810 × NK603 et de leurs sous-combinaisons; et renouvellement de l'autorisation du maïs Bt 11 pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux.

renouvellement.⁴ En raison de la situation actuelle en matière de santé publique, le vote s'est tenu selon une procédure écrite et aucun avis n'a été obtenu le 22 juin. Les deux projets de décision seraient soumis au Comité d'appel ultérieurement.

1.12. L'Union européenne a dit que les États-Unis avaient souvent fait référence aux justifications fournies par les États membres lors des réunions du Comité permanent et du Comité d'appel comme étant "politiques" et "non fondées sur des données scientifiques". Elle souhaitait souligner que la procédure de comitologie (y compris lorsque les mesures étaient renvoyées au Comité d'appel) était un élément intrinsèque et important de son processus de prise de décision et que l'application de cette procédure n'était pas limitée à la procédure d'autorisation de l'emploi d'organismes génétiquement modifiés (OGM). En outre, elle souhaitait souligner que la décision finale adoptée en ce qui concerne l'autorisation était clairement fondée sur des données scientifiques puisque les OGM étaient autorisés dans les cas où l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) avait finalisé son avis scientifique et conclu qu'il n'y avait aucune préoccupation en matière de sécurité. Comme la délégation des États-Unis l'avait confirmé lors des consultations UE-États-Unis du 18 juin 2021, des efforts visant à réduire les retards dans les procédures d'autorisation étaient constamment déployés à un niveau élevé à tous les stades des procédures d'autorisation. Il était également important de reconnaître la transparence accrue de l'évaluation scientifique des OGM par l'EFSA, découlant du nouveau règlement sur la transparence⁵, qui devrait contribuer à renforcer la confiance dans la sécurité des OGM autorisés. L'Union européenne agissait conformément à ses obligations dans le cadre de l'OMC. Elle rappelait que son système d'approbation n'était pas visé par les recommandations et décisions de l'ORD.

1.13. Le représentant des États-Unis a remercié l'Union européenne pour son rapport de situation et la déclaration qu'elle avait faite à la réunion en cours. L'Union européenne continuait d'imposer des retards injustifiés s'agissant de l'approbation des produits biotechnologiques. Les États-Unis avaient décrit ces problèmes en détail à presque chaque réunion mensuelle de l'ORD depuis que l'Union européenne avait commencé à présenter des rapports de situation, plus de 13 ans auparavant. Ils avaient aussi discuté de ces préoccupations dans le cadre de la consultation récente sur les biotechnologies qu'ils avaient tenue avec l'Union européenne le vendredi 18 juin 2021, qui visait à normaliser le commerce des produits biotechnologiques. Pour récapituler ces discussions, jusqu'ici, il y avait environ quinze (15) produits pour lesquels l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) avait achevé une évaluation des risques. Quatre (4) de ces produits avaient fait l'objet d'une évaluation depuis au moins 2008. Malgré les avis favorables obtenus dans le cadre du processus d'évaluation des risques de l'EFSA, tous ces produits restaient bloqués dans le processus de comitologie de l'Union européenne et aucun n'avait obtenu l'approbation finale. Les constatations répétées d'"absence d'avis" provenant à la fois du Comité permanent et du Comité d'appel des denrées alimentaires et des aliments pour animaux génétiquement modifiés et de l'évaluation des risques environnementaux ont démontré le caractère politique du processus de comitologie, qui a retardé à plusieurs reprises l'approbation de produits sûrs pour le marché européen. Par exemple, au Comité permanent, les États membres de l'UE continuaient de citer "*l'absence de position nationale convenue*", une "*opinion publique négative*" et des "*raisons politiques*" pour justifier les retards dans les approbations de produits. Les États-Unis ne voyaient pas en quoi le processus d'approbation actuel remédiait aux retards indus en cause dans le différend "CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques (DS291)". Ils demandaient que l'Union européenne procède à la délivrance des approbations finales pour tous les produits pour lesquels l'EFSA avait mené à bien des évaluations des risques fondées sur des données scientifiques, y compris les produits examinés au sein du Comité permanent et du Comité d'appel.

1.14. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

⁴ Réunion du 8 juin 2021: autorisation pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux du maïs MON 87427 x MON 87460 x MON 89304 x 1507 x MON 87411 x 59122 et autorisation de renouvellement du maïs MON 88017 x MON 810 pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux.

⁵ Règlement (UE) 2019/1381 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif à la transparence et à la pérennité de l'évaluation des risques de l'Union européenne dans la chaîne alimentaire, et modifiant les Règlements (CE) n° 178/2002, (CE) n° 1829/2003, (CE) n° 1831/2003, (CE) n° 2065/2003, (CE) n° 1935/2004, (CE) n° 1331/2008, (CE) n° 1107/2009, (UE) 2015/2283 et la directive 2001/18/CE (J.O. L 231 du 6.9.2019, pages 1 à 28).

D. États-Unis – Mesures antidumping et mesures compensatoires visant les gros lave-linge à usage domestique en provenance de Corée: rapport de situation des États-Unis (WT/DS464/17/Add.38)

1.15. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DS464/17/Add.38, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant les mesures antidumping et mesures compensatoires visant les gros lave-linge à usage domestique en provenance de Corée.

1.16. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 17 juin 2021, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Le 6 mai 2019, le Département du commerce des États-Unis avait publié au Federal Register un avis annonçant l'abrogation des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs visant les importations de gros lave-linge à usage domestique en provenance de Corée (84 Fed. Reg. 19 763 (6 mai 2019)). Avec ces mesures, les États-Unis avaient achevé la mise en œuvre des recommandations de l'ORD concernant ces ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. Ils poursuivaient les consultations avec les parties intéressées sur les options possibles pour donner suite aux recommandations de l'ORD concernant les autres mesures contestées dans ce différend.

1.17. Le représentant de la Corée a souhaité la bienvenue à l'OMC à la nouvelle Directrice générale adjointe. En ce qui concernait le point de l'ordre du jour à l'examen, la Corée remerciait les États-Unis pour leur rapport de situation et leur déclaration. Elle les exhortait de nouveau vivement à prendre des mesures rapides et appropriées afin de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD concernant les mesures "en tant que telles" en cause dans ce différend.

1.18. Le représentant du Canada a dit que son pays souhaitait la bienvenue à l'OMC à la nouvelle Directrice générale adjointe. En ce qui concernait le point de l'ordre du jour à l'examen, le Canada a dit que les États-Unis continuaient de ne pas se conformer à la décision de l'ORD, issue du rapport de l'Organe d'appel concernant ce différend, selon laquelle la "méthode de la fixation de prix différenciés" ("FPD") était "en tant que telle" incompatible avec les règles de l'OMC. Les États-Unis n'avaient pas non plus tenu compte de la recommandation de l'ORD de se conformer à leurs obligations. Au lieu de cela, ils continuaient d'appliquer la méthode de la fixation de prix différenciés incompatible "en tant que telle" dans les enquêtes concernant des sociétés étrangères et ils continuaient de recouvrer des dépôts en espèces auprès des exportateurs étrangers sur la base de leur méthode incompatible. Le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations concernant l'incompatibilité "en tant que telle" de la méthode FPD avec les règles de l'OMC était arrivé à expiration plus de trois ans auparavant. Toutefois, dans leur dernier rapport de situation, les États-Unis avaient dit qu'ils poursuivaient les consultations avec les parties intéressées. En outre, le fait que les États-Unis continuaient d'utiliser la méthode FPD avait contraint les Membres à engager plusieurs procédures de règlement des différends concernant cette mesure. C'était une utilisation inefficace et inutile des ressources de l'OMC allouées au règlement des différends. Le Canada restait profondément préoccupé par la persistance des États-Unis à ne pas se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend. Cette non-mise en conformité compromettait gravement la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral.

1.19. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

E. États-Unis – Certaines méthodes et leur application aux procédures antidumping visant la Chine: rapport de situation des États-Unis (WT/DS471/17/Add.30)

1.20. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DS471/17/Add.30, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant certaines méthodes et leur application aux procédures antidumping visant la Chine.

1.21. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 17 juin 2021, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Comme il était expliqué dans ce rapport, les États-Unis mèneraient des consultations avec les parties intéressées sur les options possibles pour donner suite aux recommandations de l'ORD.

1.22. Le représentant de la Chine a souhaité la bienvenue à l'OMC à la nouvelle Directrice générale adjointe et a dit que son pays remerciait les États-Unis pour leur dernier rapport de situation. Toutefois, il était décevant que, 34 mois après l'expiration du délai raisonnable, les États-Unis n'aient toujours pas mis en œuvre les recommandations et décisions adoptées dans ce différend. Les États-Unis avaient seulement indiqué qu'ils poursuivraient leurs consultations avec les parties intéressées. La mise en conformité dans les moindres délais était essentielle pour l'efficacité et la crédibilité du système de règlement des différends, ce qui était dans l'intérêt de tous les Membres. La Chine demandait instamment aux États-Unis de s'acquitter de leurs obligations, conformément à l'article 21:1 du Mémorandum d'accord, en se conformant pleinement aux recommandations concernant ce différend sans plus tarder.

1.23. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

F. Indonésie – Importation de produits horticoles, d'animaux et de produits d'origine animale: rapport de situation de l'Indonésie (WT/DS477/21/Add.25 – WT/DS478/22/Add.25)

1.24. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DS477/21/Add.25 – WT/DS478/22/Add.25, qui contenait le rapport de situation de l'Indonésie sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant l'importation de produits horticoles, d'animaux et de produits d'origine animale.

1.25. Le représentant de l'Indonésie a dit que son pays avait présenté son rapport de situation conformément à l'article 21:6 du Mémorandum d'accord. L'Indonésie souhaitait réaffirmer sa ferme volonté de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans ces différends. Comme cela a été dit lors de précédentes réunions de l'ORD, en ce qui concerne la mesure 18, l'Indonésie avait promulgué la Loi n° 11/2020 sur la création d'emplois. Tous les articles des lois pertinentes dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec les règles de l'OMC avaient été modifiés et n'étaient plus en vigueur. S'agissant des mesures 1 à 17, l'Indonésie tenait à souligner que les ajustements nécessaires avaient aussi été apportés aux règlements pertinents du MoA et du MoT afin qu'ils soient compatibles avec les recommandations et décisions de l'ORD. Ces ajustements comprenaient la suppression de mesures contestées, comme, entre autres, la restriction relative à la période de récolte, les prescriptions de réalisation des importations, la prescription relative au délai de six mois après récolte et le prix de référence. L'Indonésie continuerait de dialoguer avec la Nouvelle-Zélande et les États-Unis au sujet des questions relatives à la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD.

1.26. Le représentant des États-Unis a remercié l'Indonésie pour son rapport de situation. Les États-Unis croyaient comprendre que l'Indonésie avait récemment modifié les lois pertinentes de manière à traiter la mesure 18. Ils attendaient avec intérêt de recevoir de la part de l'Indonésie de plus amples renseignements concernant ces modifications législatives et leur mise en œuvre par le gouvernement. S'agissant des mesures 1 à 17, ils croyaient comprendre que l'Indonésie avait révisé certains règlements. Dans son rapport de situation présenté le 17 juin 2021, l'Indonésie avait dit que les révisions "compren[aient] la suppression de mesures contestées". Les États-Unis demandaient à l'Indonésie de préciser si elle considérait que les révisions apportées aux règlements pertinents du MoA et du MoT avaient supprimé la totalité des 17 mesures en cause. Si tel n'était pas le cas, ils lui demandaient d'expliquer les autres aspects des révisions qui donnaient suite aux recommandations de l'ORD. Ils restaient disposés à travailler avec l'Indonésie afin de régler pleinement ce différend.

1.27. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que son pays remerciait l'Indonésie pour son rapport de situation et prenait acte de l'engagement de l'Indonésie de se conformer pleinement à la décision de l'OMC. Toutefois, les deux délais de mise en conformité étaient venus à expiration depuis longtemps et un certain nombre de mesures restaient non conformes. La Nouvelle-Zélande croyait comprendre que le Parlement indonésien avait adopté le projet de loi sur la création d'emplois, mais elle ne disposait pas encore des renseignements nécessaires pour évaluer l'incidence que cela aurait sur la mise en conformité de l'Indonésie avec la décision de l'OMC, en particulier s'agissant de la mesure 18. Elle invitait l'Indonésie à fournir de plus amples renseignements dans les plus brefs délais.

1.28. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

2 ÉTATS-UNIS – LOI DE 2000 SUR LA COMPENSATION POUR CONTINUATION DU DUMPING ET MAINTIEN DE LA SUBVENTION: MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD

A. Déclaration de l'Union européenne

2.1. Le Président a dit que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour de la réunion en cours à la demande de l'Union européenne et il a invité le représentant de l'Union européenne à prendre la parole.

2.2. Le représentant de l'Union européenne a dit que malgré les assurances de longue date données par les États-Unis selon lesquelles les recommandations et décisions de l'ORD avaient été pleinement mises en œuvre au moyen de l'adoption de la Loi sur la réduction du déficit, les versements au titre de la Loi sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention (CDSOA) avaient été effectués chaque année depuis lors. Chaque versement qui continuait à être effectué suivant ce fondement juridique constituait manifestement un acte de non-respect des recommandations et décisions de l'ORD. De l'avis de l'Union européenne, pour que ce point de l'ordre du jour soit considéré comme réglé et retiré de la surveillance de l'ORD, les États-Unis devaient complètement cesser de transférer le montant des droits recouvrés. L'Union européenne soutenait que cette pleine mise en conformité était nécessaire, indépendamment du coût résultant de l'application de ces droits limités. Elle exhortait de nouveau les États-Unis à s'acquitter de l'obligation qui leur incombait au titre de l'article 21:6 du Mémoire d'accord, qui était de présenter des rapports sur la mise en œuvre dans ce différend, car la question n'était toujours pas résolue. Si les États-Unis étaient en désaccord sur le fait que la question n'était toujours pas résolue, rien ne les empêchait de demander une détermination multilatérale au moyen d'une procédure de mise en conformité.

2.3. Le représentant du Canada a dit que son pays remerciait l'Union européenne d'avoir fait inscrire ce point à l'ordre du jour de la réunion en cours de l'ORD. Le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire sur l'Amendement Byrd était venu à expiration le 27 décembre 2003. Les États-Unis avaient néanmoins continué d'effectuer des versements compensatoires à leurs producteurs nationaux après cette date et continuaient de le faire jusqu'ici. En agissant ainsi, ils contrevenaient toujours à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Le Canada soulignait que tant que les États-Unis continueraient d'effectuer de tels versements, ils contreviendraient aux recommandations de l'ORD.

2.4. Le représentant des États-Unis a dit que, comme son pays l'avait indiqué lors de réunions antérieures de l'ORD, la Loi sur la réduction du déficit, qui comprenait une disposition abrogeant la Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention, avait été promulguée plus de 15 ans auparavant, en février 2006. La Loi sur la réduction du déficit n'autorisait pas le versement des droits perçus sur les marchandises importées après le 1^{er} octobre 2007, soit plus de 13 ans auparavant. En conséquence, les États-Unis avaient depuis longtemps mis en œuvre les recommandations de l'ORD et informé les Membres de l'OMC de leur mise en application. Même cela mis à part, ce n'était manifestement pas le bon sens ou la coopération qui guidait l'approche de l'UE sur ce point de l'ordre du jour. Sur la base de l'examen indépendant de la réglementation applicable de l'UE fait par les États-Unis, il apparaissait que l'Union européenne appliquait actuellement un droit additionnel minime de 0,1% sur certaines importations en provenance des États-Unis. Il n'y avait manifestement pas de justification commerciale de l'inscription de ce point à l'ordre du jour mois après mois. Comme elle l'avait fait à de nombreuses reprises auparavant, à la réunion de mai de l'ORD, l'UE avait de nouveau invité les États-Unis à s'acquitter de l'"obligation claire" qui leur incombait au titre de l'article 21:6 de présenter un rapport de situation concernant ce différend. Il était intéressant de constater qu'elle n'avait demandé à aucun autre Membre dans le cadre d'un autre différend de se conformer à cette prétendue "obligation claire", malgré le fait que plusieurs Membres – y compris l'Union européenne – se trouvaient dans la même situation que les États-Unis. Comme les États-Unis l'avaient expliqué à maintes reprises, un Membre n'avait pas, au titre du Mémoire d'accord, l'obligation de présenter d'autres rapports de situation une fois qu'il avait informé l'ORD qu'il *avait mis en œuvre* les recommandations de l'ORD.

2.5. Le représentant des États-Unis a dit que la pratique largement répandue des Membres – y compris l'Union européenne en tant que partie défenderesse – confirmait cette interprétation de l'article 21:6. Lors de réunions récentes, trois Membres – la Chine, le Brésil et l'Australie – avaient agi d'une manière compatible avec cette position systémique. Chaque Membre avait informé l'ORD qu'il s'était mis en conformité avec les recommandations de l'ORD concernant quatre différends (DS472, DS497, DS517 et DS529) et les parties plaignantes n'avaient *pas* accepté les allégations de mise en conformité. Ces Membres n'avaient pas présenté de rapport de situation depuis qu'ils avaient annoncé leur mise en conformité, tout comme les États-Unis. L'Union européenne était la partie plaignante dans un de ces différends (DS472). Si elle estimait que des rapports de situation étaient "exigés" au titre du Mémoire d'accord, elle aurait insisté pour que le Membre défendeur présente un rapport de situation dans ce différend ou elle aurait inscrit ce différend comme point de l'ordre du jour de la réunion en cours. Elle n'avait pris aucune de ces mesures. À la réunion de mai de l'ORD, elle avait fait valoir une fois de plus que les circonstances dans l'affaire DS472 et dans le présent différend étaient "entièrement différentes", mais les États-Unis ne l'avaient pas entendu indiquer qu'elle était la prétendue différence entre les deux différends. Par ses actions, elle avait de nouveau démontré qu'elle ne pensait pas vraiment qu'il y avait une "obligation claire" au titre de l'article 21:6 de présenter un rapport de situation après qu'une partie avait allégué qu'elle s'était mise en conformité. Elle avait simplement inventé une règle pour ce différend, impliquant les États-Unis, qu'elle n'appliquait pas aux autres différends impliquant d'autres Membres. Au titre du point suivant de l'ordre du jour, les États-Unis soumettraient un autre différend de ce type.

2.6. Le représentant de l'Union européenne a dit que les États-Unis avaient mentionné une autre affaire à laquelle elle était partie, à savoir le différend DS472, Brésil – Taxation. Les États-Unis avaient dit qu'ils ne connaissaient pas non plus la raison pour laquelle les circonstances de l'affaire Brésil – Taxation étaient différentes de celles de la présente affaire, l'affaire sur l'Amendement Byrd. L'Union européenne souhaitait donc répéter une brève déclaration qu'elle avait faite à la réunion précédente de l'ORD, dans l'espoir que les États-Unis en prendraient note. L'Union européenne rappelait que la CDSOA avait été jugée contraire aux règles de l'OMC pour le transfert de droits antidumping et de droits compensateurs à la branche de production des États-Unis et que l'ORD avait autorisé des sanctions sur la base du manquement des États-Unis à l'obligation de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. Cette situation subsistait tant que la redistribution des droits recouvrés se poursuivait, comme l'avait montré tout récemment le rapport sur la protection douanière et la protection à la frontière des États-Unis pour l'exercice 2020. Les circonstances de cette affaire en ce qui concerne les dispositions et les procédures pertinentes du Mémoire d'accord étaient donc entièrement différentes de celles du différend DS472. L'Union européenne continuait de penser que les deux affaires étaient très différentes et que les affirmations des États-Unis sur ce point étaient dénuées de fondement.

2.7. L'ORD a pris note des déclarations.

3 COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET CERTAINS ÉTATS MEMBRES – MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES AÉRONEFS CIVILS GROS PORTEURS: MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD

A. Déclaration des États-Unis

3.1. Le Président a dit que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis et il a invité le représentant de l'Union européenne à prendre la parole.

3.2. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait fait inscrire ce point à l'ordre du jour de la réunion en cours pour souligner que l'Union européenne, une fois encore, n'avait pas présenté aux Membres de rapport de situation concernant le différend *CE – Aéronefs civils gros porteurs* (DS316). Comme les Membres le savaient peut-être, le 15 juin 2021, les États-Unis et l'Union européenne étaient parvenus à un "Accord sur un cadre de coopération pour les aéronefs civils gros porteurs." Cet accord visait à établir une plus grande coopération dans l'avenir en prévoyant une suspension des droits de douane liés à ce différend pendant cinq ans, une entente sur des principes clairs selon lesquels tout financement de la production ou du développement d'aéronefs civils gros porteurs se fera aux conditions du marché et un engagement en faveur d'une collaboration conjointe pour remédier aux pratiques autres que de marché dans ce secteur. Ces efforts aideraient les sociétés et employés des États-Unis et de l'UE à se livrer concurrence loyalement, et les États-Unis se félicitaient de la collaboration avec leurs partenaires européens. Dans le cadre de cet effort important visant à renforcer leur collaboration, les États-Unis avaient l'intention de discuter avec

l'Union européenne, au niveau bilatéral, de leurs préoccupations concernant ses mesures de soutien existantes. Ils étaient donc surpris de constater que l'Union européenne avait inscrit le point précédent de l'ordre du jour concernant le différend DS217, pour demander un rapport de situation des États-Unis, alors qu'elle n'avait pas présenté de rapport de situation pour le différend DS316.

3.3. Les États-Unis avaient fait inscrire ce point à l'ordre du jour pour donner à l'Union européenne l'occasion d'expliquer sa position contradictoire. Dans les deux différends, la partie défenderesse avait allégué qu'elle avait mis en œuvre la recommandation de l'ORD. Dans les deux différends, la partie plaignante ne souscrivait pas à cette allégation. Cependant, l'Union européenne continuait de demander la présentation d'un rapport de situation et l'inscription d'un point à l'ordre du jour concernant le différend DS217 – dans lequel elle était la partie plaignante – tout en ne présentant pas un tel rapport à l'ORD dans le différend DS316 – dans lequel elle était la partie défenderesse. La position des États-Unis sur les rapports de situation avait été cohérente entre les différends: conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord, dès lors qu'un Membre défendeur avait annoncé à l'ORD qu'il s'était mis en conformité, il ne lui était plus possible d'indiquer dans des rapports suivants "où en [était] la mise en œuvre" et il n'avait par conséquent plus d'obligation de présenter un rapport de situation. Comme indiqué dans le point précédent, les États-Unis estimaient que cet accord était fondé sur le texte du Mémoire d'accord et était reflété dans le comportement de chaque Membre défendeur dans d'autres différends soumis à l'OMC – y compris le propre comportement de l'Union européenne. Les États-Unis chercheraient à dialoguer bilatéralement avec l'Union européenne au sujet de la tension créée par sa position au titre de ces deux points. Ils souhaitaient renforcer leur plus grande coopération et concentrer leur attention sur des problèmes et des possibilités bilatéraux. Cependant, si l'Union européenne ne pensait pas qu'une fois qu'un Membre défendeur alléguait s'être mis en conformité, il n'avait pas besoin de fournir d'autres rapports de situation, elle devrait, aux réunions suivantes, présenter des rapports de situation concernant le différend "CE – Aéronefs civils gros porteurs" (DS316).

3.4. Le représentant de l'Union européenne a dit que l'UE se félicitait du fait que les parties étaient maintenant parvenues à un Accord sur un cadre de coopération pour les aéronefs civils gros porteurs, qui leur permettait de suspendre leurs mesures de rétorsion respectives pendant cinq ans. S'agissant du débat juridique concernant l'interprétation correcte de l'article 21:6, la position de l'Union européenne était également cohérente. L'Union européenne avait dit à maintes reprises que la question de savoir si une partie était tenue de présenter un rapport de situation dépendait du stade de la procédure. Comme elle l'avait dit précédemment, dans l'affaire Airbus elle avait notifié à l'ORD une nouvelle série de mesures de mise en conformité. Cette nouvelle série de mesures de mise en conformité a fait l'objet d'une évaluation par un groupe spécial de la mise en conformité qui avait remis son rapport le 2 décembre 2019. Comme elle l'avait indiqué dans la déclaration qu'elle avait faite à la réunion de décembre 2020 de l'ORD, l'Union européenne estimait que des aspects importants du rapport du groupe spécial de la mise en conformité ne pouvaient pas être considérés comme étant juridiquement corrects et posaient de sérieux problèmes d'un point de vue systémique lorsqu'il s'agissait d'évaluer la mise en conformité avec les disciplines des Accords de l'OMC relatives aux subventions. Pour faire corriger ces erreurs de droit, l'UE avait fait appel du rapport du Groupe spécial de la mise en conformité le 6 décembre 2019. Le point de savoir si la question était "réglée" ou non au sens de l'article 21:6 constituait l'objet même de cette procédure. La partie défenderesse n'était pas tenue de présenter des "rapports de situation" à l'ORD dans ces circonstances. Les Membres avaient vu d'autres affaires dans lesquelles la partie défenderesse avait cessé de présenter des rapports de situation à l'ORD pendant que des procédures de groupe spécial de la mise en conformité étaient en cours. Il y avait par exemple l'affaire entre l'Indonésie et le Brésil. L'Union européenne espérait que l'Accord sur un cadre de coopération pour les aéronefs civils gros porteurs permettrait aux parties de régler également leur désaccord au sujet de la présentation de rapports de situation à l'ORD dans l'affaire Airbus.

3.5. L'ORD a pris note des déclarations.

4 CHINE – MESURES CONCERNANT L'IMPORTATION DE GRAINES DE CANOLA EN PROVENANCE DU CANADA

A. Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada (WT/DS589/4)

4.1. Le Président a appelé l'attention sur la communication du Canada figurant dans le document WT/DS589/4 et a invité le représentant du Canada à prendre la parole.

4.2. Le représentant du Canada a dit qu'en mars 2019, l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (GACC) avait suspendu l'importation de graines de canola en provenance de deux sociétés canadiennes, Richardson International Limited et Viterra Incorporated. Dans des lettres adressées à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) par l'Administration générale des douanes, il était allégué que la détection répétée d'organismes de quarantaine dans des expéditions en provenance de ces deux sociétés constituait le fondement des suspensions. En outre, en mars 2019, l'Administration générale des douanes a annoncé que, bien que les graines de canola en provenance d'autres sociétés canadiennes seraient admissibles à l'exportation vers la Chine, toutes les graines de canola en provenance du Canada feraient l'objet de procédures d'inspection renforcées, y compris d'essais plus nombreux. Il apparaissait que le Canada était le seul pays à avoir connu l'imposition de suspensions de ce type et de procédures d'importation renforcées en ce qui concernait les graines de canola. Depuis la mise en œuvre des mesures, le Canada avait cherché à coopérer avec la Chine pour rétablir un accès au marché sans limitation pour les graines de canola canadiennes et pour s'assurer du fondement scientifique des mesures chinoises. À cette fin, il avait fait tout son possible pour obtenir de la Chine des renseignements concernant le fondement de ses mesures et le moyen de rétablir un accès au marché sans limitation. Malheureusement, ces efforts, qui étaient reflétés dans les nombreuses lettres envoyées à l'Administration générale des douanes et dans les discussions tenues à divers niveaux avec des fonctionnaires chinois, y compris de nombreux échanges techniques, n'avaient pas débouché sur des résultats significatifs.

4.3. L'intervenant a dit qu'en ce qui concernait ses demandes de renseignements scientifiques auxquelles il n'avait pas été donné suite, le Canada avait fait part de ses préoccupations à la réunion du Conseil général de l'OMC tenue en mai 2019. Le Canada avait aussi envoyé une lettre à la Chine conformément à l'article 5:8 de l'Accord SPS de l'OMC, dans laquelle il lui demandait de donner une explication des raisons de ses mesures. La Chine n'a pas répondu à la lettre. Par la suite, le Canada avait demandé l'ouverture de consultations avec la Chine dans le cadre de l'OMC au sujet des mesures. Des consultations avaient été tenues le 28 octobre 2019, mais n'avaient pas permis de régler la question. Le Canada restait déçu et préoccupé par le fait que des preuves scientifiques suffisantes pour justifier les mesures chinoises n'avaient pas été fournies. Puisque la Chine était un important marché d'exportation de graines de canola du Canada, ses mesures restrictives continuaient d'avoir de graves répercussions négatives sur les producteurs canadiens. Le Canada estimait que les mesures chinoises étaient incompatibles avec les obligations de la Chine au titre de l'Accord SPS, du GATT de 1994 et de l'Accord sur la facilitation des échanges. Par conséquent, il demandait maintenant qu'un groupe spécial de l'OMC doté du mandat type soit établi et chargé d'examiner cette question. Il restait disposé à poursuivre le dialogue avec la Chine d'une manière qui répondrait à ses préoccupations et rétablirait un accès au marché sans limitation pour les graines de canola du Canada en temps opportun.

4.4. Le représentant de la Chine a dit que son pays déplorait que le Canada ait décidé de demander qu'un groupe spécial soit établi concernant ce différend. La Chine n'était pas en mesure d'appuyer cette demande à la réunion en cours. Elle attachait une grande importance à ses obligations au titre des Accords de l'OMC et aux engagements qu'elle avait pris lors de son accession et elle les respectait fidèlement. Concrètement, dans ce différend, l'autorité chinoise avait pris des mesures dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux. Les mesures ont été imposées sur la base de principes scientifiques et de manière transparente et non discriminatoire, ce qui était pleinement conforme à l'Accord SPS et aux autres instruments de l'OMC. La Chine a rappelé qu'elle avait tenu des consultations constructives avec le Canada le 28 octobre 2019 en vue de parvenir à un règlement satisfaisant de la question. En outre, elle était restée en contact étroit avec les autorités canadiennes compétentes au moyen de communications écrites et de téléconférences et elle avait fourni à leur demande des renseignements concernant les mesures contestées pendant et après les consultations. Cela dit, elle estimait qu'il était prématuré d'établir un groupe spécial dans ce différend. Elle était disposée à poursuivre le dialogue avec le Canada sur cette question.

4.5. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

5 LISTE INDICATIVE DE PERSONNES AYANT OU NON DES ATTACHES AVEC DES ADMINISTRATIONS NATIONALES APPELÉES À FAIRE PARTIE DE GROUPES SPÉCIAUX – DÉSIGNATION PROPOSÉE

5.1. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DSB/W/682, qui contenait une nouvelle désignation proposée par le Qatar, qui pourrait être incluse dans la liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux, conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord. Il a proposé que l'ORD approuve le nom figurant dans le document WT/DSB/W/682.

5.2. L'ORD en est ainsi convenu.

6 DÉSIGNATION DES MEMBRES DE L'ORGANE D'APPEL: PROPOSITION PRÉSENTÉE PAR L'AFGHANISTAN; L'AFRIQUE DU SUD; L'ANGOLA; L'ARGENTINE; L'AUSTRALIE; LE BANGLADESH; LE BÉNIN; LE BOTSWANA; LE BRÉSIL; LE BURKINA FASO; LE BURUNDI; CABO VERDE; LE CAMEROUN; LE CANADA; LE CHILI; LA CHINE; LA COLOMBIE; LE CONGO; LE COSTA RICA; LA CÔTE D'IVOIRE; CUBA; DJIBOUTI; L'ÉGYPTE; EL SALVADOR; L'ÉQUATEUR; L'ESWATINI; L'ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE; LA FÉDÉRATION DE RUSSIE; LE GABON; LA GAMBIE; LE GHANA; LE GUATEMALA; LA GUINÉE; LA GUINÉE-BISSAU; LE HONDURAS; HONG KONG, CHINE; L'INDE; L'INDONÉSIE; L'ISLANDE; ISRAËL; LE KAZAKHSTAN; LE KENYA; LE LESOTHO; LE LIECHTENSTEIN; LA MACÉDOINE DU NORD; MADAGASCAR; LA MALAISIE; LE MALAWI; LES MALDIVES; LE MALI; LE MAROC; MAURICE; LA MAURITANIE; LE MEXIQUE; LE MOZAMBIQUE; LA NAMIBIE; LE NÉPAL; LE NICARAGUA; LE NIGER; LE NIGÉRIA; LA NORVÈGE; LA NOUVELLE-ZÉLANDE; L'OUGANDA; LE PAKISTAN; LE PANAMA; LE PARAGUAY; LE PÉROU; LE QATAR; LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA; LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE; LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE; LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA; LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO; LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE; LE ROYAUME-UNI; LE RWANDA; LE SÉNÉGAL; LES SEYCHELLES; LA SIERRA LEONE; SINGAPOUR; LA SUISSE; LA TANZANIE; LE TCHAD; LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU; LA THAÏLANDE; LE TOGO; LA TUNISIE; LA TURQUIE; L'UKRAINE; L'UNION EUROPÉENNE; L'URUGUAY; LE VIET NAM; LA ZAMBIE; ET LE ZIMBABWE (WT/DSB/W/609/REV.19)

6.1. Le Président a dit que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour de la réunion en cours à la demande du Mexique, au nom de plusieurs délégations. Il a ensuite appelé l'attention sur la proposition figurant dans le document WT/DSB/W/609/Rev.19 et a invité le représentant du Mexique à prendre la parole.

6.2. La représentante du Mexique, prenant la parole au nom des coauteurs de la proposition conjointe figurant dans le document WT/DSB/W/609/Rev.19, a dit que les délégations en question étaient convenues de présenter la proposition conjointe, datée du 7 décembre 2020, afin de lancer les processus de sélection visant à pourvoir les postes vacants des membres de l'Organe d'appel. Au nom de ces 121 Membres, le Mexique tenait à dire ce qui suit. Le nombre considérable de Membres qui présentaient la proposition conjointe témoignait de l'existence d'une préoccupation commune au sujet de la situation actuelle à l'Organe d'appel, qui affectait gravement le système de règlement des différends dans son ensemble et allait à l'encontre des intérêts de ses Membres. Il incombait aux Membres de l'OMC de sauvegarder et de préserver l'Organe d'appel, le système de règlement des différends et le système commercial multilatéral. Il était donc de leur devoir de procéder, sans plus tarder, au lancement des processus de sélection des membres de l'Organe d'appel soumis à l'ORD à la réunion en cours. La proposition visait ce qui suit: i) lancer 7 processus de sélection (un premier pour remplacer M. Ricardo Ramírez Hernández, dont le deuxième mandat avait pris fin le 30 juin 2017; un deuxième pour pourvoir le poste devenu vacant à la suite de la démission de M. Hyun Chong Kim, qui avait pris effet le 1^{er} août 2017; un troisième pour remplacer M. Peter Van den Bossche, dont le deuxième mandat avait pris fin le 11 décembre 2017; un quatrième pour remplacer M. Shree Baboo Chekitan Servansing, dont le mandat de 4 ans avait pris fin le 30 septembre 2018; un cinquième pour remplacer M. Ujal Singh Bhatia, dont le second mandat avait pris fin le 10 décembre 2019; un sixième pour remplacer M. Thomas Graham, dont le second mandat avait pris fin le 10 décembre 2019; et un septième pour remplacer Mme Hong Zhao, dont le premier mandat de 4 ans avait pris fin le 30 novembre 2020); ii) établir un comité de sélection; iii) fixer un délai de 30 jours pour la présentation des candidatures; et iv) demander au comité de sélection de faire sa recommandation dans les 60 jours suivant l'expiration du délai fixé pour présenter les candidatures. Les auteurs de la proposition pouvaient faire preuve de flexibilité en ce

qui concernait la détermination des délais des processus de sélection, mais les Membres devraient tenir compte de l'urgence de la situation. Les auteurs de la proposition continuaient d'exhorter tous les Membres à appuyer cette proposition dans l'intérêt du système de règlement des différends et du système commercial multilatéral.

6.3. Le représentant de l'Union européenne a dit que l'UE renvoyait à ses précédentes déclarations sur cette question. Depuis le 11 décembre 2019, l'OMC ne garantissait plus l'accès à un mécanisme de règlement des différends commerciaux contraignant, à deux niveaux, indépendant et impartial. Un système de règlement des différends de l'OMC pleinement opérationnel était essentiel pour un système commercial multilatéral fondé sur des règles. C'est pourquoi le domaine le plus urgent de la réforme de l'OMC consistait à trouver une base convenue pour rétablir un tel système et à procéder à la désignation des membres de l'Organe d'appel. Cette tâche devait être traitée en priorité. Comme l'Union européenne l'avait noté sans relâche, les Membres de l'OMC avaient pour responsabilité conjointe de régler cette question dans les plus brefs délais et de repourvoir les postes vacants ainsi que le prescrivait l'article 17:2 du Mémoire d'accord. L'Union européenne convenait qu'une réforme significative était nécessaire pour atteindre cet objectif. Elle appelait donc de nouveau tous les Membres de l'OMC à engager dès que possible un dialogue constructif afin de rétablir un système de règlement des différends de l'OMC pleinement opérationnel. Elle remerciait tous les Membres coauteurs de la proposition visant à lancer les processus de désignation et invitait tous les autres Membres à appuyer cette proposition.

6.4. La représentante de Hong Kong, Chine a dit que Hong Kong, Chine tenait à souhaiter la bienvenue à l'OMC à la nouvelle Directrice générale adjointe. Hong Kong, Chine tenait aussi à réitérer sa profonde préoccupation concernant l'impasse dans laquelle se trouvait l'Organe d'appel et demandait instamment le rétablissement du mécanisme de règlement des différends à deux niveaux sans plus tarder. Elle s'engageait à poursuivre les discussions au sujet du rétablissement du plein fonctionnement du mécanisme de règlement des différends de l'OMC à titre prioritaire et exhortait les Membres à rechercher une communauté de vues concernant les réformes nécessaires à cette fin.

6.5. La représentante du Nigeria, s'exprimant au nom du Groupe africain, a souhaité la bienvenue à l'OMC à la nouvelle Directrice générale adjointe. Le Groupe africain renvoyait aux déclarations précédentes qu'il avait faites au titre de ce point de l'ordre du jour. Il souhaitait s'associer à ceux qui appuyaient la déclaration du Mexique et des autres coauteurs. Il continuait de déplorer que l'ORD n'ait toujours pas pourvu les postes vacants à l'Organe d'appel. Par conséquent, il demandait instamment à l'ORD de repourvoir d'urgence ces postes vacants pour s'acquitter de son obligation au titre du Mémoire d'accord, qui était de repourvoir les postes dès qu'ils devenaient vacants, comme il était indiqué dans cette proposition concernant la désignation des membres de l'Organe d'appel, de manière à maintenir le système de règlement des différends à deux niveaux et à rétablir le plein fonctionnement de l'Organe d'appel. Cela assurerait la prévisibilité du système commercial multilatéral.

6.6. Le représentant de l'Indonésie a dit que son pays souhaitait renvoyer aux déclarations précédentes qu'il avait faites lors de réunions antérieures de l'ORD au titre de ce point de l'ordre du jour. L'Indonésie continuait d'exhorter tous les Membres à concentrer toute leur attention, leur volonté et leur engagement en vue de la désignation immédiate des membres de l'Organe d'appel.

6.7. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que son pays renouvelait son appui en faveur de la proposition conjointe et renvoyait à ses déclarations antérieures sur ce sujet. La Nouvelle-Zélande continuait d'exhorter tous les Membres à engager un dialogue constructif sur ces questions afin de remédier à cette situation en priorité. Le moment était venu de recentrer les efforts collectifs des Membres sur la recherche d'une solution qui convienne à tous.

6.8. Le représentant de la Corée a dit que son pays souhaitait renvoyer à ses déclarations antérieures sur cette question. La Corée notait que de nombreux Membres avaient régulièrement fait part de leurs préoccupations au sujet de l'impasse concernant l'Organe d'appel et de l'urgence de relancer le système de règlement des différends à deux niveaux. Elle appuyait sans réserve la déclaration faite par le Mexique sur la base de la proposition conjointe et exhortait tous les Membres à dialoguer de façon constructive pour brosser un tableau précis de la voie à suivre pour régler cette question importante le plus tôt possible.

6.9. Le représentant de la Thaïlande a dit que son pays souscrivait à la déclaration faite par le Mexique au nom des coauteurs. La Thaïlande, comme d'autres coauteurs, avait longtemps appuyé une solution durable à l'impasse dans laquelle se trouvait l'Organe d'appel. Elle avait aussi constaté l'importance d'un système de règlement des différends à deux niveaux puisque certains Membres continuaient de faire appel devant l'Organe d'appel. Elle exhortait tous les Membres à dialoguer de manière constructive afin de trouver des moyens de sortir de cette impasse. Son objectif était de rétablir un Organe d'appel pleinement opérationnel. Elle était prête à s'engager avec les Membres dans cet effort.

6.10. Le représentant des États-Unis a dit que son pays n'était pas en mesure d'appuyer la décision proposée. Les États-Unis continuaient d'avoir des préoccupations systémiques au sujet de l'Organe d'appel. Comme les Membres le savaient, depuis plus de 16 ans et au fil de plusieurs administrations des États-Unis, ils soulevaient et expliquaient leurs préoccupations systémiques. Les États-Unis pensaient que les Membres devaient entreprendre une réforme fondamentale pour que le système reste viable et crédible. Le système de règlement des différends pourrait et devrait mieux soutenir les fonctions de négociation et de surveillance de l'OMC. Les États-Unis attendaient avec intérêt de poursuivre les discussions avec les Membres au sujet de ces préoccupations et de dialoguer de façon constructive avec les Membres au moment approprié.

6.11. Le représentant du Royaume-Uni s'est associé aux délégations précédentes qui avaient souhaité la bienvenue à la réunion en cours à la nouvelle Directrice générale adjointe. S'agissant de ce point de l'ordre du jour, le Royaume-Uni continuait d'être favorable à un système de règlement des différends pleinement opérationnel, qui était le meilleur moyen de faire appliquer les règles que les Membres avaient négociées et d'assurer le règlement équitable des désaccords. Le Royaume-Uni continuerait de dialoguer avec tous les Membres afin d'appuyer les efforts visant à trouver un terrain d'entente et des solutions en ce qui concerne la réforme du règlement des différends.

6.12. Le représentant de la Suisse a dit que son pays souhaitait aussi chaleureusement la bienvenue à la nouvelle Directrice générale adjointe. La Suisse renvoyait aux déclarations qu'elle avait faites sur cette question lors de réunions antérieures de l'ORD. Un Organe d'appel pleinement opérationnel était dans l'intérêt de tous. La Suisse espérait qu'un nouvel élan pourrait être donné pour résoudre la situation dans laquelle les Membres se trouvaient depuis très longtemps. Elle était prête à travailler à la réalisation de cet objectif et encourageait vivement tous les Membres à collaborer de manière constructive à la recherche d'une solution permettant de débloquer la situation actuelle.

6.13. Le représentant du Japon a dit que son pays souhaitait renvoyer aux déclarations qu'il avait faites lors de réunions antérieures de l'ORD et appuyait la proposition concernant la désignation des membres de l'Organe d'appel. Le Japon partageait absolument le sentiment d'urgence exprimé au sujet de la réforme du système de règlement des différends. Comme il l'avait dit sans relâche, il considérait comme une priorité absolue de réaliser sans perdre de temps une réforme qui contribuerait à une solution durable aux problèmes structurels et fonctionnels du système de règlement des différends. L'Organe d'appel avait pratiquement cessé de fonctionner depuis longtemps et, entre-temps, un certain nombre d'appels avaient été formés dans le vide. Le Japon jugeait essentiel que chacun des Membres, en tant que maîtres du système de règlement des différends, prenne la situation actuelle au sérieux et participe de façon constructive aux discussions sur la réforme du système de règlement des différends. Il ne ménageait aucun effort pour collaborer avec tous les Membres de l'OMC à cette fin.

6.14. Le représentant de la Norvège a souhaité la bienvenue à la nouvelle Directrice générale adjointe et a dit que son pays souhaitait renvoyer aux déclarations antérieures qu'il avait faites au titre de ce point de l'ordre du jour. La Norvège s'associait pleinement à la déclaration que le Mexique avait faite au nom des coauteurs. Depuis 2019, l'Organe d'appel n'était pas en mesure de remplir ses fonctions. Cette situation était profondément regrettable. La Norvège appuyait tous les efforts visant à rétablir le plein fonctionnement du mécanisme de règlement des différends. Elle était prête à participer de manière constructive à ces discussions et à étudier diverses options sur la manière d'aller de l'avant.

6.15. Le représentant de la Fédération de Russie a souhaité la bienvenue à la réunion de l'ORD à la nouvelle Directrice générale adjointe et a dit que son pays tenait à remercier le Mexique pour la proposition au nom des coauteurs. La Fédération de Russie souhaitait renvoyer aux déclarations antérieures qu'elle avait faites sur l'urgence de repourvoir les postes vacants des membres de l'Organe d'appel. La priorité absolue de la Fédération de Russie était le lancement du processus de

désignation des membres de l'Organe d'appel le plus rapidement possible. Dans le même temps, elle a réaffirmé sa volonté d'engager un dialogue constructif avec tous les Membres de l'OMC en vue de résoudre la crise de l'Organe d'appel.

6.16. Le représentant du Canada a dit que son pays appuyait la déclaration faite par le Mexique et partageait les préoccupations exprimées par d'autres Membres à la réunion en cours. Le Canada invitait les Membres de l'OMC qui ne s'étaient pas encore associés à la proposition concernant la désignation des membres de l'Organe d'appel à envisager de se joindre aux 121 Membres qui demandaient le lancement des processus de sélection. La masse critique de Membres de l'OMC à l'origine de la proposition montrait clairement l'importance que tous accordaient à l'existence d'un Organe d'appel pleinement opérationnel en tant que partie intégrante du système de règlement des différends. Le fait que l'Organe d'appel ne pouvait pas connaître de nouveaux appels était très préoccupant. Le Canada rappelait qu'il était résolument en faveur de discussions axées sur la recherche de solutions concernant les questions liées au fonctionnement de l'Organe d'appel et il encourageait les États-Unis à participer de façon constructive à ces discussions. Sa priorité restait de trouver une solution multilatérale durable à l'impasse dans laquelle se trouvaient tous les Membres, y compris les États-Unis. Entre-temps, le Canada et 24 autres Membres de l'OMC avaient approuvé l'Arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire (AMPA) en tant que mesure d'urgence pour protéger leurs droits à un règlement des différends contraignant en deux étapes dans les différends qui les opposaient. L'AMPA était ouvert à tous les Membres de l'OMC. Le Canada invitait tous les Membres de l'OMC à envisager d'y adhérer pour protéger leurs droits en matière de règlement des différends dans toute la mesure possible jusqu'à ce qu'ils trouvent collectivement une solution permanente à l'impasse dans laquelle se trouvait l'Organe d'appel. Il restait disposé à discuter de l'AMPA avec tout Membre intéressé.

6.17. Le représentant de la Chine a dit que son pays appuyait la déclaration faite par le Mexique au nom des 121 coauteurs et demandait aux autres Membres de s'associer à cette proposition. La Chine renvoyait à ses précédentes déclarations sur cette question urgente et elle réaffirmait son ferme attachement à un système de règlement des différends à deux niveaux indépendant et impartial. Conformément à l'article 17:2 du Mémoire d'accord, les Membres avaient l'obligation collective d'assurer la permanence de l'Organe d'appel en pourvoyant les postes dès qu'ils devenaient vacants. Il était regrettable que l'obstruction persistante des États-Unis continue d'empêcher tous les Membres d'honorer cette importante obligation conventionnelle. La paralysie de l'Organe d'appel avait posé un problème de taille pour le système commercial multilatéral, et la douzième Conférence ministérielle offrirait aux Membres une précieuse occasion de rétablir la confiance de la population dans l'Organisation. La Chine appelait tous les Membres à donner la priorité au rétablissement de la fonction de l'Organe d'appel et à participer de manière constructive à des consultations axées sur la recherche de solutions afin de sortir le processus de sélection de l'impasse à la date la plus proche.

6.18. Le représentant de Singapour a dit que son pays souhaitait la bienvenue à la nouvelle Directrice générale adjointe. Singapour remerciait le Mexique pour sa déclaration, qu'elle appuyait résolument. Elle réitérait ses déclarations antérieures sur cette question et exhortait tous les Membres, y compris les États-Unis, à lancer les processus de sélection des membres de l'Organe d'appel à titre prioritaire et à participer de manière constructive à la recherche d'une solution multilatérale durable, le plus tôt possible.

6.19. Le représentant de la Turquie a dit que son pays souhaitait la bienvenue à la nouvelle Directrice générale adjointe. La Turquie remerciait le Mexique d'avoir fait inscrire ce point à l'ordre du jour. En tant que coauteur de la proposition, la Turquie estimait qu'un Organe d'appel opérationnel était au cœur d'un système de règlement des différends qui fonctionnait bien. Par conséquent, il était important que les deux niveaux et le caractère contraignant du système de règlement des différends soient préservés. À cet égard, la Turquie a renvoyé à ses déclarations précédentes et a rappelé qu'il était urgent de lancer les processus de sélection pour les postes vacants de l'Organe d'appel conformément à l'article 17:2 du Mémoire d'accord. À cette fin, elle s'engageait à faire sa part pour résoudre la question le plus rapidement possible et était prête à dialoguer avec les Membres en vue du lancement des processus de sélection.

6.20. Le représentant du Brésil a souhaité la bienvenue à la nouvelle Directrice générale adjointe et se réjouissait à l'idée de collaborer avec elle pour des questions concernant le règlement des différends. Le Brésil remerciait le Mexique d'avoir présenté la proposition au nom des coauteurs et souhaitait renvoyer aux déclarations qu'il avait faites précédemment au titre de ce point de l'ordre du jour. Comme le Brésil l'avait dit à la réunion du Conseil général, les Membres devaient rétablir

l'intégrité du système de règlement des différends sur le plan multilatéral, y compris en préservant les deux niveaux du processus juridictionnel avec un Organe d'appel réformé. À cette fin, un résultat clé à la douzième Conférence ministérielle devrait être un accord des Ministres sur le rôle et les procédures de l'Organe d'appel qui soit susceptible de guider les Membres vers une solution durable pour sortir de cette impasse. Le Brésil était prêt à dialoguer dès que possible avec tous les Membres pour obtenir ce résultat.

6.21. À la demande du Président, le représentant du Secrétariat a donné lecture de la déclaration ci-après au nom du représentant de l'Inde, qui n'était pas en mesure de participer à la réunion à distance ou en personne: l'Inde souhaitait renvoyer aux déclarations qu'elle avait faites sur cette question lors de réunions antérieures de l'ORD. Depuis le 11 décembre 2019, l'OMC ne garantissait plus l'accès à un mécanisme de règlement des différends commerciaux contraignant, à deux niveaux, indépendant et impartial. Cela avait donné lieu à une violation flagrante des Accords de l'OMC. L'Inde demandait donc que tous les Membres de l'OMC règlent cette question et s'emploient à pourvoir les postes toujours vacants, comme le prescrivait l'article 17:2 du Mémoire d'accord.

6.22. La représentante du Mexique, prenant la parole au nom des 121 coauteurs, déplorait que, pour la quarante-troisième fois, les Membres n'aient toujours pas été en mesure de lancer les processus de sélection pour repourvoir les postes vacants de l'Organe d'appel et aient donc continuellement manqué à leur devoir en tant que Membres de l'Organisation. Le fait qu'un Membre pouvait avoir des préoccupations au sujet de certains aspects du fonctionnement de l'Organe d'appel ne pouvait pas servir de prétexte pour compromettre ou perturber les travaux de cet organe et le règlement des différends d'une manière générale. Sur le plan juridique, rien ne justifiait le blocage actuel des processus de sélection, qui entraînait l'annulation ou la réduction concrète d'avantages pour de nombreux Membres. Comme l'article 17:2 du Mémoire d'accord le prescrivait clairement: "[d]ès qu'ils dev[iendraient] vacants, les postes [seraient] repourvus". Aucune discussion n'aurait dû empêcher l'Organe d'appel de continuer d'exercer pleinement ses activités et les Membres devaient s'acquitter de l'obligation qui leur incombait au titre du Mémoire d'accord de repourvoir les postes vacants. Le Mexique constatait avec une profonde inquiétude que, les Membres n'agissant pas à la réunion en cours, l'Organe d'appel demeurerait dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, ce qui allait à l'encontre des intérêts de tous les Membres.

6.23. La représentante du Mexique a dit que son pays souhaitait renvoyer aux déclarations qu'il avait faites précédemment sur cette question et tenait à faire part de sa profonde préoccupation du fait qu'il était confronté à une situation sans précédent, à savoir que l'Organe d'appel n'était pas opérationnel. Depuis plus de 2 ans, le Mexique et 120 Membres demandaient que cette proposition soit adoptée par l'ORD. Tous les différends en cours étaient affectés parce qu'il n'y avait pas de système de règlement des différends pleinement fonctionnel. Cela portait atteinte au droit de tous les Membres de disposer d'un système de règlement des différends à deux niveaux et compromettait la mise en conformité dans les moindres délais avec les rapports de groupes spéciaux. C'était pourquoi le Mexique appelait instamment les Membres qui ne l'avaient pas encore fait à s'associer à la proposition. Le Mexique restait disposé à travailler de façon constructive sur des propositions concrètes afin de parvenir à une véritable solution multilatérale concernant cette question.

6.24. Le Président a remercié toutes les délégations pour leurs déclarations et a dit que, comme par le passé, l'ORD prendrait note des déclarations exprimant les positions respectives des Membres et que celles-ci seraient consignées dans le compte rendu de la réunion. Comme les Membres le savaient, cette question exigeait un engagement politique de la part de tous les Membres de l'OMC, et le Président espérait que les Membres seraient en mesure de trouver une solution à cette question le plus rapidement possible. Il a rappelé que cette question avait fait l'objet de discussions à la réunion de juin du CNC. Il a dit que sa porte était ouverte à toute délégation qui souhaiterait le contacter à ce sujet. Il a en outre indiqué qu'il souhaiterait mieux comprendre la situation et les différents points de vue sur cette question.

6.25. L'ORD a pris note des déclarations.
